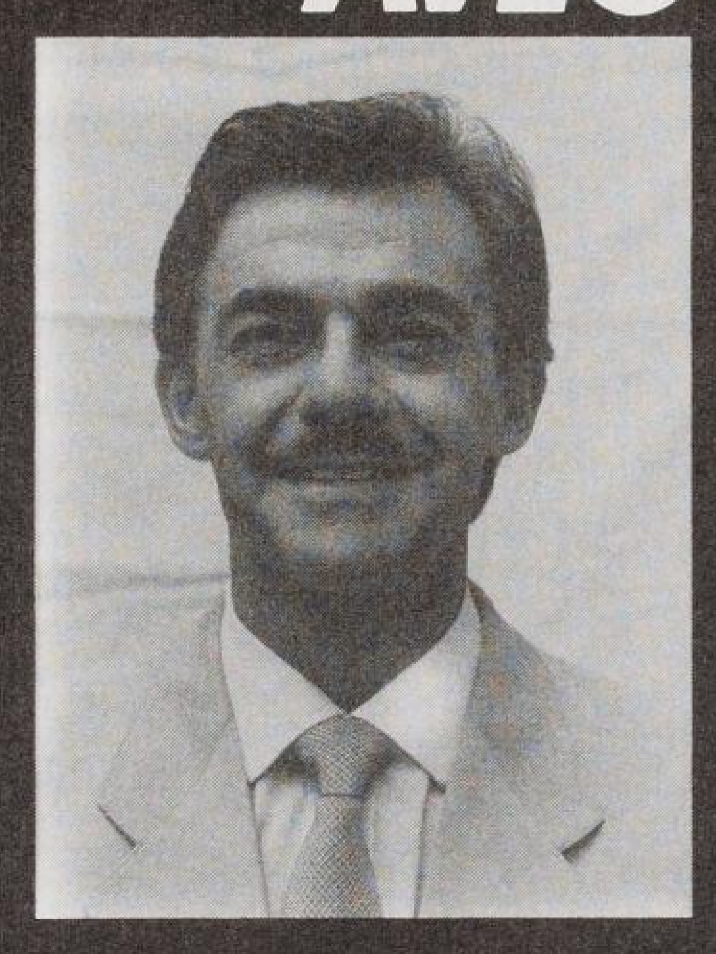
LA FRANCE UNIE

AVEC



HENRY MOREL

SUPPLEANT
GILBERTE JALU

MAJORITE PRESIDENTIELLE POUR LA FRANCE UNIE.

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 5 JUIN 1988.

PARTI SOCIALISTE

Dans un monde en mutation, aucun objectif ne peut être atteint sans la solidarité et la justice sociale. Les clivages traditionnels sont dépassés et la France doit s'unir dans une nouvelle majorité présidentielle derrière François Mitterrand.

« Je ne sépare pas le devoir politique d'ouverture de l'obligation sociale de solidarité, ni l'obligation de solidarité de l'esprit d'entreprise » (F. Mitterrand).

La France mérite un vrai budget d'éducation et de formation correspondant aux objectifs ambitieux des socialistes : au moins 80 % d'une classe d'âge accédant au niveau du baccalauréat, une **formation diversifiée et continue** de personnes compétentes qui trouvent leur place dans les entreprises.

Il faut lutter contre l'exclusion sous toutes ses formes et comprendre que la **justice sociale** est un critère d'efficacité :

— réinsérer dans la communauté nationale tous ceux que les mutations de notre société laissent sur le bord de la route,

— respecter les personnes âgées pour ce qu'elles ont déjà fait et savoir bénéficier de leur expérience,

— créer les conditions pour que les handicapés participent pleinement aux activités du pays,

— intégrer les immigrés et s'enrichir de leur diversité.

Aucune de ces tâches ne sera accomplie en négligeant la famille, cellule de base de la **solidarité** et lieu d'épanouissement de chacun de ses membres. C'est dans cette perspective que s'inscrivent le développement de la protection maternelle et infantile, l'ouverture de nouvelles crèches et de haltes garderies, et des allocations familiales adaptées aux besoins.

Le chemin vers une **société efficace,** parce que solidaire, passe aujourd'hui par une répartition plus équitable des richesses en assurant un « **minimum d'insertion** » grâce à l'impôt sur les grandes fortunes, en réformant progressivement la fiscalité et en améliorant le fonctionnement de la sécurité sociale pour en préserver les acquis.

La solidarité ne saurait être l'affaire de quelques experts, mais celle de tous les **citoyens participant** à l'élaboration des décisions et contrôlant leur application. Une meilleure communication dans les communes et les cantons de la circonscription est donc indispensable et réalisable en collaborant avec les associations de tout ordre, existantes ou à créer (syndicales, culturelles, sportives, de défense de l'environnement...).

Dans une société solidaire, toutes les femmes et tous les hommes qui créent les richesses verront leurs **efforts encouragés et récompensés.**

Les entreprises artisanales, les PME et les PMI, éléments essentiels du tissu économique, y profiteront de tous les moyens actuels de conseil, de formation et de recherche. Ainsi, elles conforteront leurs positions présentes et feront face aux échéances de demain (marché européen).

Cependant, la compétitivité de nos entreprises doit progresser en harmonie avec **notre cadre de vie.** Une politique des transports qui ne dégrade pas notre environnement tout en répondant aux exigences des villes modernes, est possible. De même, est concevable un urbanisme qui, tout en assurant un logement agréable à chacun, ne rejette pas systématiquement les familles modestes de nos cantons et accueille les jeunes qui désirent s'y installer.

En un mot, le libéralisme sauvage peut et doit faire place à la **concertation** et à l'**intelligence.**

une France qui gagne dans une Europe qui gagne,
une France solidaire,
une France unie.

Décidons d'une autre politique. Choisissons un autre député pour soutenir l'action de François Mitterrand et de Michel Rocard.

Je compte sur vous

Atelier Alfortville

Vu le candidat